

# Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

## **MP25-01**

### **Acheteur :**

Agence de services et de paiement (ASP)  
2, rue du Maupas  
87040 LIMOGES cedex 1

### **Objet de la consultation :**

**MP 25-01 : Prestations de dématérialisation de documents et de RAD-LAD  
(Reconnaissance Automatique de Documents - Lecture Automatique de Documents)**

# Sommaire

---

<b>Article 1. Objet de la consultation.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 2. Procédure de passation.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 3. Décomposition de la consultation.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 4. Pièces constitutives des marchés.....</b>	<b>5</b>
4.1 Pièces constitutives de l'accord cadre .....	5
4.2 Pièces constitutives des marchés subséquents .....	6
<b>Article 5. Durée des marchés et délais d'exécution.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 6. Considérations sociales .....</b>	<b>6</b>
6.1 Modalités d'exécution relatives à l'impact social des prestations .....	6
6.2 Modalités de réalisation relatives à la clause d'insertion par l'activité.....	7
6.3 Modalités de suivi et de mise en conformité du Référentiel Général d'Amélioration de l'Accessibilité (RGAA) .....	11
<b>Article 7. Considérations environnementales .....</b>	<b>12</b>
7.1 Modalités d'exécution relatives à l'impact environnemental des prestations	12
7.2 Modalités de réalisation propres au présent marché .....	13
<b>Article 8. Modalités de passation des marchés subséquents .....</b>	<b>14</b>
8.1 Marchés subséquents.....	14
8.2 Modalités relatives aux marchés subséquents .....	14
<b>Article 9. Etablissement des prix de l'accord cadre.....</b>	<b>14</b>
9.1 Détermination et contenu des prix de l'accord cadre .....	14
9.2 Détermination et contenu des prix des marchés subséquents .....	15
9.3 Révision des prix de l'accord cadre et des marchés subséquents .....	15
9.3.1 Clause de sauvegarde.....	16
9.3.2 Contrôle du coût de revient.....	16
9.4 Clause de chiffre d'affaires de l'accord-cadre.....	16
<b>Article 10. Conditions générales d'exécution.....</b>	<b>17</b>
10.1 Délais d'exécution.....	17
10.2 Lieux d'exécution des prestations.....	17
10.3 Horaires d'interventions .....	17
10.4 Modalités d'engagement des prestations .....	17
10.5 Prévention des conflits d'intérêts .....	18
<b>Article 11. Conditions particulières d'exécution .....</b>	<b>18</b>
11.1 Comitologie.....	19
11.2 Niveaux de service et indicateurs associés .....	19
<b>Article 12. Obligations des cocontractants.....</b>	<b>19</b>
12.1 Obligations communes .....	19
12.2 Obligations de l'ASP .....	19
12.3 Obligations du titulaire .....	19

12.3.1	Obligations générales .....	19
12.3.2	Pièces et attestations.....	20
12.3.3	Modification affectant le titulaire au cours de l'accord-cadre.....	21
<b>Article 13.</b>	<b>Continuité de la prestation .....</b>	<b>21</b>
<b>Article 14.</b>	<b>Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats .....</b>	<b>21</b>
<b>Article 15.</b>	<b>Livraison .....</b>	<b>21</b>
<b>Article 16.</b>	<b>Vérification et admission.....</b>	<b>22</b>
<b>Article 17.</b>	<b>Garantie.....</b>	<b>22</b>
<b>Article 18.</b>	<b>Maintenance.....</b>	<b>22</b>
<b>Article 19.</b>	<b>Pénalités et réfections .....</b>	<b>23</b>
19.1	Pénalités applicables .....	23
19.1.1	Pénalités relatives à la clause insertion sociale .....	23
19.1.2	Pénalités relatives à la clause développement durable/environnementale .....	23
19.1.3	Pénalités relatives à la violation des obligations de sécurité ou de confidentialité .....	24
19.1.4	Pénalités relatives à l'incident de sécurité .....	24
19.1.5	Pénalités relatives à la garantie.....	24
19.1.6	Pénalités en cas d'absence de réponse à un bon de commande ou à un marché subséquent.....	24
19.1.7	Pénalités pour non-respect des délais de reprise d'activité .....	24
19.1.8	Pénalités pour non-conformité suite à un audit .....	24
19.1.9	Pénalité pour non-respect des niveaux de service liés à la facturation .....	24
19.1.10	Pénalités pour non-respect des niveaux de service liés à la qualité de numérisation. ....	25
19.1.11	Pénalités pour non-respect des niveaux de service liés à la qualité des productions et aux délais .....	25
19.1.12	Pénalités pour non-respect des exigences liées à la correction des anomalies (bloquantes, majeures, mineures).....	26
19.1.13	Pénalité pour non-respect des niveaux de service liés aux devis et aux chiffreages ....	26
19.2	Application des pénalités .....	26
19.3	Réfections.....	27
<b>Article 20.</b>	<b>Responsabilité et assurances.....</b>	<b>27</b>
20.1	Responsabilité .....	27
20.2	Assurance.....	27
<b>Article 21.</b>	<b>Exécution financière de l'accord-cadre et des marchés subséquents.....</b>	<b>27</b>
21.1	Avance.....	27
21.2	Echéancier des paiements/acomptes .....	28
21.3	Dématérialisation des factures .....	28
21.4	Solde du paiement des prestations.....	29
21.5	Régime des paiements .....	29
21.5.1	Mode et délai de paiement .....	29
21.5.2	Intérêts moratoires .....	29
<b>Article 22.</b>	<b>Retenue de garantie .....</b>	<b>29</b>
<b>Article 23.</b>	<b>Cession ou nantissement de créance .....</b>	<b>30</b>
<b>Article 24.</b>	<b>Protection des données à caractère personnel .....</b>	<b>30</b>
<b>Article 25.</b>	<b>Sous-traitance .....</b>	<b>30</b>

<b>Article 26. Résiliation du marché .....</b>	<b>30</b>
26.1 Pour motif d'intérêt général.....	30
26.2 Pour tous les autres cas .....	30
26.2.1 Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre.....	30
26.2.2 Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre .....	30
26.2.3 Résiliation suite à changement de situation au regard des interdictions de soumissionner	31
26.2.4 Résiliation pour faute du Titulaire .....	31
26.2.5 Résiliation en cas d'un manquement constaté par la Cour de justice de l'Union	31
européenne .....	31
<b>Article 27. Règlement des différends et litiges.....</b>	<b>31</b>
<b>Article 28. Prestations similaires pour les prestations de services ...</b>	<b>31</b>
<b>Article 29. Modifications de l'accord-cadre ou des marchés</b>	
<b>subséquents.....</b>	<b>31</b>
29.1 Clause de réexamen.....	31
29.2 Prestations supplémentaires .....	32
29.3 Autres modifications: modifications non substantielles .....	32
29.4 Autres modifications: circonstances imprévues .....	32
29.5 Autres modifications: Substitution de titulaire .....	33
<b>Article 30. Clauses de sécurité.....</b>	<b>33</b>
30.1 Confidentialité .....	33
30.2 Audit de sécurité .....	33
30.3 Plan d'assurance sécurité.....	34
30.4 Localisation des données .....	34
30.5 Gestion des changements et évolutions .....	34
30.6 Gestion des incidents de sécurité .....	34
<b>Article 31. Dérogations au CCAG.....</b>	<b>36</b>

## Article 1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation **des prestations de dématérialisation de documents et de RAD-LAD.**

Les prestations attendues et les spécifications techniques sont décrites dans le CCTP MP 25-01.

Des vecteurs contractuels sont également en cours d'une part concernant **des prestations d'édition de masse et de services associées** et d'autre part **de collecte, d'acheminement et d'affranchissement de plis issus de l'édition.**

## Article 2. Procédure de passation

La présente procédure est passée en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de passation est celle de l'appel d'offres ouvert, telle que décrite aux articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code susvisé.

## Article 3. Décomposition de la consultation

Les prestations formant un ensemble unique et cohérent, la présente consultation est composée d'un seul lot, conformément à l'article R2113-3 du code de la commande publique.

La présente consultation consiste en un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécute pour partie par bon de commande et pour l'autre partie au fur et à mesure de la passation de marchés subséquents, en application des dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R 2162-14 du code de la commande publique.

Les prestations s'exécutent selon le ou les montants inscrits à l'acte d'engagement.

Les marchés subséquents seront mono-attributaire et pourront s'exécuter soit par l'émission de bons de commande conformément aux articles R2162-13 et 14 du code susvisé, soit à travers des prestations forfaitaires.

## Article 4. Pièces constitutives des marchés

### 4.1 Pièces constitutives de l'accord cadre

Les documents contractuels régissant l'accord-cadre sont par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement dûment rempli et signé et ses annexes complétées :
  - Annexe 1 : l'annexe financière comprenant les bordereaux des prix unitaires (BPU)
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
  - CCAP\_Annexe 1\_MP25-01\_Protection des données à caractère personnel
  - CCAP\_Annexe 2\_MP25-01\_Action d'insertion professionnelle
  - CCAP\_Annexe 3\_MP25-01\_Plan d'assurance sécurité (PAS)
  - CCAP\_Annexe 4\_MP25-01\_Responsabilité sociétale des entreprises (RSE)
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
  - CCTP\_Annexe\_1\_MP25-01\_Infrastructure\_échange

- CCTP\_Annexe\_2\_MP25-01\_Réversibilité\_entrante\_réclamations\_chèque\_énergie
- CCTP\_Annexe\_3\_MP25-01\_Réversibilité\_entrante\_SEGUR
- CCTP\_Annexe\_4\_MP25-01\_Réversibilité\_entrante\_Guichet\_2025\_CNRJ

4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services – FCS (du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021)

5. L'offre du titulaire et le cas échéant ses éventuelles annexes (PAQ, ...).

Ces pièces ont un caractère contractuel et, en cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs clauses, chaque pièce l'emporte sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, expriment l'intégralité des obligations des parties.

## **4.2 Pièces constitutives des marchés subséquents**

Les documents contractuels régissant les différents marchés subséquents sont par ordre de priorité décroissante :

1. Le contrat ou le Cahier des Clauses Particulières (CCP) valant acte d'engagement propre au marché subséquent dûment rempli et signé, ses annexes financières complétées et ses annexes techniques le cas échéant ;

2. L'offre du titulaire dédiée du marché subséquent, le cas échéant.

En cas de conclusion d'un marché subséquent, les pièces de l'accord-cadre, qui s'imposent, ne seront pas obligatoirement jointes au contrat, cependant le titulaire ne pourra en aucun cas invoquer leur ignorance pour se dérober aux indications qui y sont contenues.

Ces pièces ont un caractère contractuel et, en cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs clauses, chaque pièce l'emporte sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

## **Article 5. Durée des marchés et délais d'exécution**

La durée et les modalités de reconduction de l'accord-cadre sont précisées dans l'acte d'engagement.

## **Article 6. Considérations sociales**

### **6.1 Modalités d'exécution relatives à l'impact social des prestations**

Le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsable (SPASER) de l'Agence définit et priorise les actions à mener par l'établissement dans le domaine de l'achat durable. Son axe 2 a notamment pour objectif de faciliter l'insertion sociale des personnes éloignées de l'emploi par l'activité économique et lutter contre les inégalités.

Les obligations s'imposant au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Le Titulaire doit être en mesure d'en

justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur. Les éventuels sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

Dans l'optique de l'axe 2 de son SPASER, l'Agence évalue la possibilité de faire réaliser tout ou partie de ses différents besoins par une structure du secteur du travail protégé et adapté, de l'insertion par l'activité économique, de l'ESS etc. et ceux dès le premier euro. Ainsi, le Titulaire doit être en mesure d'identifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur les entreprises inclusives concourant à la réalisation des prestations objet du contrat (auxquelles elle s'adresse en direct pour son fonctionnement interne). Les éventuels sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

Ces aspects sociaux de la prestation sont définis dans le mémoire technique.

## **6.2 Modalités de réalisation relatives à la clause d'insertion par l'activité**

### **Les conditions de réalisation et publics visés**

Le SPASER de l'Agence définit et priorise les actions à mener par l'établissement dans le domaine de l'achat durable. Son axe 2 a notamment pour objectif de faciliter l'insertion sociale des personnes éloignées de l'emploi par l'activité économique et lutter contre les inégalités.

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique 2019, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui visent la promotion de l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et de lutte contre le chômage. Cela consistera à réserver au public visé le nombre d'heures sur lequel le titulaire se sera engagé et qui fera l'objet d'un critère de notation en application de l'article 2152-7 du CCP 2019.

L'engagement à réaliser un nombre **minimal** d'heures d'insertion sur la durée du marché est défini selon la règle suivante

Seuil d'engagement minimum	Proposition du candidat	Seuil d'engagement maximum
5 heures par tranche de 10 000€ HT de prestations facturées	Fixé par le titulaire à l'annexe 2 du CCAP	15 heures par tranche de 10 000€ HT de prestations facturées

**NB :** La proposition du candidat permet de déterminer le nombre de point qu'il obtiendra dans la notation de son offre. Cette proposition devient contractuelle. Elle ne constitue pas un objectif à atteindre ou un maximum à réaliser mais devient alors son seuil d'engagement minimum qu'il pourra bien évidemment être dépassé.

La clause sociale d'insertion obligatoire peut être réalisée par le ou les titulaire(s) et/ou par son (ou ses) sous ou cotraitant(s). Dans ce cas, l'objectif d'heures d'insertion peut être réparti au prorata du montant de la part d'activité.

### **Les publics visés**

L'objectif est de procéder à des recrutements à l'occasion de l'obtention du marché.

Les candidats peuvent être proposés par l'Unité Clauses Sociales ou repérés par l'entreprise. Dans ce dernier cas, cette dernière devra présenter tous les éléments permettant de justifier de la situation de la personne au moment de son embauche qui devra s'effectuer dans les dates d'exécution du marché.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature aura été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion.

Les personnes concernées par cette action seront :

- des jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois, s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- des Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (plus de 12 mois d'inscription à France Travail) sans activité ou en activité partielle,
- des allocataires du RSA en recherche d'emploi,
- les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) ou de l'Allocation d'Invalidité,
- les publics reconnus Travailleurs Handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- les publics seniors de plus de 50 ans demandeurs d'emploi depuis au moins 6 mois,
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les personnes prises en charge par les structures d'insertion pour l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail, les personnes prises en charge par les dispositifs particuliers notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)...

En outre, l'unité clauses sociales d'insertion peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales ou des Maisons Départementales pour des personnes handicapées (MDPH).

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail.

Les candidats peuvent être identifiés par l'attributaire ou proposés par le dispositif d'accompagnement dont les coordonnées figurent ci-dessous

**En tout état de cause, l'éligibilité de la candidature de ces publics aura, préalablement à tout recrutement, été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses sociales**

**Durée de valorisation** : une personne recrutée à l'occasion d'une clause sociale reste éligible durant 24 mois minimum et durant cette période, son temps de travail pourra être valorisé en réponse aux objectifs d'insertion.

Si la personne est recrutée en alternance, le temps de travail et de formation sera comptabilisé en réponse aux objectifs d'insertion.

Dans le cas où une personne recrutée à l'occasion d'un marché intégrant une clause sociale voit son contrat transformé en CDI, elle sera valorisable jusqu'au terme du marché considéré.

### **Modalités de mise en œuvre**

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution des prestations à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous, avec possibilité de les cumuler :

➤ **1<sup>ère</sup> modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec des structures inclusives. Les coordonnées des structures répondant à ces caractéristiques peuvent être communiquées par



l'Unité clauses sociales ou sont accessibles sur le moteur de recherche de la Plateforme de l'inclusion : <https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>

➤ **2<sup>ème</sup> modalité** : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)
- D'une Association Intermédiaire (AI)
- D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)
- D'une Entreprise Adaptée de Travail Temporaire (EATT)

➤ **3<sup>ème</sup> modalité** : l'embauche directe dans l'entreprise titulaire du marché

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces options ou une combinaison de celles-ci.

### **Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'ASP propose une procédure spécifique d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant attache auprès de Limoges Métropole – Communauté urbaine :

Limoges Métropole - Communauté urbaine

Direction de la politique de la ville, de l'emploi et du développement social

Unité Clauses Sociales

19, rue Bernard Palissy

CS 10001 - 87031 LIMOGES cedex 1

Tél : 05 55 45 78 93

Facilitatrices : **Véronique THALAMY / Hortense DUGAY/Johanna NIVARD**

De son côté, le titulaire désigne un interlocuteur dont l'identité sera transmise au dispositif d'accompagnement.

#### **Protection des données par Limoges Métropole :**

Le titulaire est informé que les données collectées seront traitées, par Limoges Métropole, dans le logiciel ABC Clause (développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Ville Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL).

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous les partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. Limoges Métropole est responsable du traitement des données collectées. Ces données personnelles sont : le nom de la structure, son numéro de SIRET et les coordonnées de l'interlocuteur.

La finalité de ce traitement est la mise en œuvre des clauses sociales au profit des publics en insertion. Les clauses sociales constituent un levier dans la mise en œuvre d'un parcours vers l'insertion durable des personnes éloignées de l'emploi.

Toute réutilisation des données sera conditionnée au respect de ces finalités, ou en poursuivant des finalités compatibles. Les données personnelles collectées font l'objet de fiches d'orientation et de fiches de positionnement qui pourront être transmises aux organismes suivants, dans la seule finalité de poursuivre les objectifs de la clause sociale :

- Maîtres d'ouvrage,
- Entreprises,
- Organismes de formation,

- Acteurs du service public de l'emploi,
- Structures d'Insertion par l'Activité Economique.

La collecte des données personnelles n'excède pas ce qui est strictement nécessaire à ces finalités. Limoges Métropole n'intègre à son traitement de données personnelles que les informations susceptibles de guider les organismes d'insertion dans l'accompagnement des personnes.

Les données personnelles collectées seront conservées 10 ans. Au-delà de cette durée, les données seront détruites.

Conformément au Règlement général de protection des données personnelles (Règlement de l'Union européenne n°2019/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), le Titulaire peut exercer à tout moment un droit d'accès sur les données personnelles concernées et obtenir une copie gratuite des données collectées.

Le Titulaire peut également, à tout moment et sans justification, exercer un droit de rectification ou d'effacement des données.

Toutes les demandes concernant le présent traitement de données personnelles est à adresser à l'unité clauses sociales, au 05.55.45.29.86 ou 05.55.45.78.95 ou 05.55.45.78.93 ou [insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr](mailto:insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr)

#### **Confidentialité des données personnelles fournies au Titulaire :**

Pour sa part, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures, nécessaires et suffisantes, pour garantir la confidentialité et la sécurité des données concernant le dispositif d'accompagnement.

Le Titulaire du marché s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter :

- Veiller à ce que son personnel et le personnel des sociétés sous-traitantes soient strictement tenus à des devoirs de secret professionnel,
- Ne pas divulguer ces données sous quelque forme que ce soit à des tiers non habilités, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

En général, ces informations (quelle qu'en soit la forme) ne peuvent sans autorisation écrite du pouvoir adjudicateur être communiquées à des tiers.

### **Le contrôle de l'action d'insertion**

Il sera procédé par tous moyens au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé.

A cet effet, le Titulaire engagé dans la démarche fournit aux facilitateurs:

- Avant chaque recrutement d'un ou une candidat(e) identifié(e) par l'entreprise, toutes les informations nominatives relatives à sa situation au regard de l'emploi (CV à jour, attestation de situation Pôle Emploi datant de moins de 3 mois, RQTH, ...) ou tout autre élément permettant de justifier de sa situation (coordonnés du conseiller emploi par exemple)
- Avant le 15 de chaque mois, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause sociale d'insertion et son évaluation : date d'embauche, nombre d'heures réalisées selon les options choisies, type de contrat, poste occupé.

En cas de sous-traitance, le Titulaire est responsable de la bonne remontée des informations à l'unité clause sociale.

Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application d'une pénalité prévue à l'article 19.1.1 du CCAP.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause sociale à l'ordre du jour d'une réunion de suivi de l'exécution de la prestation.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance à un opérateur d'insertion, les heures d'insertion ne seront comptabilisées qu'à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur mentionné ci-dessus, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés :

- Comportant une clause sociale d'insertion
- S'exécutant dans le même délai d'exécution
- S'effectuant dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par l'unité clauses sociales mentionnée ci-dessus aux conditions suivantes :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Par ailleurs, lorsque le Titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il doit informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec AR avec copie au dispositif d'accompagnement.

Dans ce cas, l'unité clauses sociales étudiera avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, la suspension ou l'annulation partielle ou totale de la clause sociale est subordonnée à la communication d'une copie de ces documents afférents à ces difficultés transmis à la DREETS ou au juge.

A l'issue de l'exécution du marché, il est procédé de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, l'Agence de services et de paiement peut procéder à la résiliation du marché conformément à l'article dédié du présent C.C.A.P.

### **6.3 Modalités de suivi et de mise en conformité du Référentiel Général d'Amélioration de l'Accessibilité (RGAA)**

---

Le présent article a pour objet, lorsque ledit document y est éligible, de définir les modalités de suivi et de mise en conformité des documents produits par le Titulaire dans le cadre du présent marché avec le Référentiel Général d'Amélioration de l'Accessibilité (RGAA).

Cette démarche vise à promouvoir l'inclusion numérique et à garantir l'accessibilité des services publics en ligne à toutes les catégories de la population, y compris les personnes en situation de handicap contribuant ainsi à l'inclusion sociale et à l'égalité des chances.

Le suivi de la mise en conformité RGAA se déroulera selon les modalités suivantes :

- Contrôles Initiaux et Périodiques : Un contrôle initial sera réalisé dans les six (6) mois suivant la date de fin de réversibilité entrante définie dans l'Acte d'Engagement. Par la suite, chaque création ou modification majeure de chaîne d'édition concernée fera l'objet d'un contrôle suivant les modalités indiquées dans le cahier des charges.
- Réalisation d'un plan de progrès (si nécessaire) pour atteindre les 100% de documents conformes. Ce plan de progrès devra intégrer les actions (et leurs suivis) à mener par le Titulaire et par l'Agence de Services et de Paiement.
- Rapports de suivi : Le Titulaire devra fournir un rapport de suivi à chaque échéance, incluant les non-conformités détectées/connues, les actions correctives mises en œuvre et les résultats obtenus.
- Réunions de Suivi : Des réunions de suivi seront organisées trimestriellement entre le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur pour discuter des progrès réalisés et des éventuelles difficultés rencontrées.

## **Article 7. Considérations environnementales**

### **7.1 Modalités d'exécution relatives à l'impact environnemental des prestations**

Le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsable (SPASER) de l'Agence définit et priorise les actions à mener par l'établissement dans le domaine de l'achat durable. Son axe 3 : « Participer à la transition écologique et à la mise en œuvre d'un numérique responsable », et son axe 5 : « Réaliser des achats justes et économes en termes d'énergie, de ressources et de prix » ont notamment pour objectif de diminuer l'impact environnemental des achats de l'Agence.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de préservation des ressources (notamment via une consommation énergétique raisonnée) et d'émission de gaz à effet de serre.

Dans le cadre de l'élaboration de son bilan carbone et afin de permettre l'intégration de l'impact des prestations de ce marché, le titulaire devra fournir à l'ASP, sur simple demande, les éléments en sa possession.

Par ailleurs, soucieuse de s'inscrire dans une démarche de développement durable, l'ASP impose au titulaire d'exécuter le marché en fonction de moyens et de méthodologies de travail plus respectueux de l'environnement, inscrits dans une dimension d'éco responsabilité.

Ainsi, les livrables mis à disposition seront sous format dématérialisés. Dans le cas exceptionnel où la distribution de supports ou d'éléments indispensables à la réalisation des prestations objet du marché serait effectuée sous format papier, l'usage de papier recyclé ou, à défaut, de papier issu de forêts gérées durablement, est obligatoire.

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession, permettent une exécution optimale des prestations mais doivent également concourir à la promotion d'une économie circulaire.

Le cas échéant, ils devront intégrer les concepts de réemploi, de réutilisation ou de recyclage dans leurs conceptions et leurs mises à disposition.

En cas de non-respect des engagements pris, le titulaire s'expose aux pénalités décrites au présent CCAP.

Le titulaire devra détailler ses engagements dans le cadre de son mémoire technique.

## **7.2 Modalités de réalisation propres au présent marché**

---

Il est attendu du titulaire le respect du référentiel général d'écoconception de service numérique.  
Les profils amenés à exécuter les prestations mettent en œuvre les bonnes pratiques de ce référentiel.

Le titulaire devra détailler ses engagements dans le cadre de l'annexe 4 au présent CCAP.

## **Article 8. Modalités de passation des marchés subséquents**

### **8.1 Marchés subséquents**

Pour la passation des marchés subséquents, le Pouvoir Adjudicateur adresse sur son profil acheteur au titulaire de l'accord-cadre:

- Une lettre de consultation définissant a minima :
  - Le contenu de la prestation attendue ;
  - Le délai maximum pour la remise de l'offre ;
  - Les modalités de remise de l'offre.
- Les documents nécessaires pour formaliser une réponse :
  - Un CCP valant acte d'engagement ;
  - Un cadre de bordereau des prix et de délai le cas échéant ;
  - Les autres documents propres à la consultation, le cas échéant.

Le délai de consultation est fixé à 15 jours minimum.

### **8.2 Modalités relatives aux marchés subséquents**

**Les paragraphes suivants sont valables pour l'ensemble des marchés subséquents.**

En tout état de cause, le titulaire s'engage à répondre aux sollicitations du Pouvoir Adjudicateur pour la mise en œuvre du présent accord-cadre. Le titulaire est informé que la non réponse ou le retard dans la réponse aux consultations lancées pour la conclusion des marchés subséquents font encourir des sanctions dans les conditions énoncées dans l'article 19.1.6 du présent CCAP de l'accord-cadre.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de déclarer infructueux ou de rejeter comme offre irrégulière, un, des ou toutes les propositions du titulaire aux marchés subséquents si les prix proposés sont supérieurs aux prix plafonds portés par l'accord cadre et/ou la réalité du marché.

## **Article 9. Etablissement des prix de l'accord cadre**

### **9.1 Détermination et contenu des prix de l'accord cadre**

Les montants minimum et maximum de l'accord-cadre figurent à l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est traité à prix unitaires et à prix forfaitaires tels que figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais, notamment de transport ou de livraison à l'adresse indiquée par l'administration, de déplacement, d'hébergement ou de restauration du personnel du titulaire, d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations (notamment l'infrastructure, les coûts de maintien en condition opérationnelle, les éventuels frais de maintenance, ...) telles qu'elles sont décrites dans le présent accord-cadre et ses marchés subséquents.

Les frais de transport, d'hébergement et de restauration des intervenants relatifs à la conduite des prestations attendues sont inclus dans le tarif journalier.

Les prix définis à l'annexe financière de l'acte d'engagement de l'accord-cadre sont des prix plafonds. **Par conséquent, dans le cadre des marchés subséquents, le titulaire ne pourra pas proposer des prix supérieurs à ces prix plafonds, le cas échéant, révisés.**

Les prix initiaux de l'accord cadre sont établis en euros aux conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

Les prix de l'ensemble des prestations sont établis hors taxe et en euros.

## 9.2 Détermination et contenu des prix des marchés subséquents

Les prix seront déterminés à chaque marché subséquent. Le titulaire devra néanmoins tenir compte des prix « plafonds » transmis lors de la passation du présent accord-cadre.

La date d'établissement des prix de chaque marché subséquent correspondra au mois de la date de remise de l'offre du marché subséquent.

Chaque marché subséquent s'exécutant par l'émission de bons de commande disposera d'un montant minimum et d'un montant maximum (fixé en montant ou en quantité) figurant dans les pièces contractuelles. Les prix seront traités à prix unitaires et/ou forfaitaires.

Un bordereau de prix annexe propre au marché subséquent, et le cas échéant un devis quantitatif estimatif (DQE), constitueront l'offre de prix pour chacun de ces marchés.

Ces éléments seront adaptés en fonction des particularités des prestations à réaliser.

Spécificité pour les prestations relatives à la phase de RUN - Prestation de RAD-LAD - Le traitement automatique de RAD-LAD : les différentes tranches correspondent à la consommation cumulée sur la durée total de chaque marché subséquent.

Exemple:

- Consommation premier mois: 900 000 documents: facturation sur tranche A
- Consommation deuxième mois: 200 000 documents: facturation tranche A pour les 100 000 premiers documents et facturation tranche B pour les 100 000 suivants

## 9.3 Révision des prix de l'accord cadre et des marchés subséquents

Les prix plafond de l'accord-cadre et les prix des marchés subséquents sont révisables, à la hausse ou à la baisse par référence aux variations du ou des indices présents dans la formule suivante, annuellement, à la date anniversaire de notification de l'accord cadre ou du marché subséquent.

$$P = P_i \times (0,20 + 0,40 (SYN_f / SYN_i)) + 0,40 (NAF_f / NAF_i)$$

dans laquelle :

P = prix révisé en euros hors taxes,

P<sub>i</sub> = prix initial, tel qu'il figure à l'annexe financière, en euros hors taxes, établi aux conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres,

SYN<sub>i</sub> et SYN<sub>f</sub> = valeurs initiale et finale de l'indice SYNTEC révisé,

NAF<sub>i</sub> et NAF<sub>f</sub> = valeurs initiale et finale de l'indice INSEE révisé.

SYN :

La valeur initiale est égale à la valeur SYNTEC **du mois de mars 2025** publiée ferme sur le site internet de la fédération (<http://www.syntec.fr>).

La valeur finale (SYN<sub>f</sub>) est égale à la valeur de l'indice SYNTEC **du mois de mars de l'année de révision concernée publiée ferme**

NAF :

La valeur initiale est égale à la dernière valeur NAF Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008 **du mois de mars 2025** publiée ferme sur le site internet de l'INSEE (<http://www.insee.fr>).



La valeur finale est égale à la dernière valeur NAF Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008 **du mois de mars de l'année de révision concernée** publiée ferme sur le site internet de l'INSEE (<http://www.insee.fr>).

Les nouveaux prix, dûment révisés, entrent en vigueur à compter de la date fixée pour la révision.

Dans le cas où les dispositions légales ou réglementaires ne permettraient pas l'application de la présente clause de révision (disparition ou modification des indices de référence), les nouvelles dispositions en vigueur s'y substitueraient, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Le titulaire proposera alors à l'ASP des nouveaux indices utilisés et de leurs valeurs retenues.

L'initiative de la révision appartient au titulaire ou à l'ASP. Chaque partie doit informer l'autre par mail de son souhait de révision un mois avant la date anniversaire de la notification du présent marché subséquent. A défaut de demande, l'ancien tarif s'applique.

A minima un mois avant la date anniversaire, le titulaire fournira à l'ASP la nouvelle grille tarifaire actualisée qui sera ensuite validée par l'ASP.

En aucun cas, une révision des prix ne sera rétroactive.

#### 9.3.1 Clause de sauvegarde

Si la hausse annuelle résultant de la révision est supérieure de 5% par rapport aux prix initiaux du marché, le titulaire sera invité à revoir l'ajustement de ses prix dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la réception de la décision du pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire maintient les prix ajustés qu'il présente, la personne publique peut décider de résilier, le marché concerné, sans indemnité, dans le mois qui suit sa décision.

#### 9.3.2 Contrôle du coût de revient

Le titulaire devra fournir à la demande de l'ASP les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du marché public. A défaut, il sera fait application de l'article R2196-8 du code de la commande publique.

### **9.4 Clause de chiffre d'affaires de l'accord-cadre**

Par ailleurs, à compter de 2026, l'ASP souhaite que le titulaire présente dans son offre un taux de remise sur le chiffre d'affaires généré par l'accord-cadre dans sa globalité.

Ce taux sera calculé sur le montant total hors taxe commandé ou facturé s'agissant du RUN sur la période 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

Le taux de remise varie selon le chiffre d'affaires réalisé. Le titulaire indiquera le taux de remise à l'article 1 de l'acte d'engagement.

La remise est calculée sur la base de la formule suivante :

(Montant HT commandé ou facturé (pour le RUN)) x taux de remise applicable à la tranche de CA concernée).

Exemple : si le CA de l'année considérée s'élève à 650k€ et que le taux de remise indiqué par le titulaire dans son offre et pour cette tranche de CA est de 2%, la remise sera de  $650\text{k€} \times 2\% = 13\,000\text{€}$ .

Le montant de cette remise donne lieu à l'émission d'un avoir par le titulaire qui viendra en déduction des montants facturés sur l'année suivante N+1.

L'avoir n'est pas pris en compte dans le calcul du CA de l'année suivante.



## **Article 10. Conditions générales d'exécution**

Le titulaire doit exécuter les prestations dans le respect des dispositions contractuelles et sur la base et sur la base des prix plafonds indiqués dans l'annexe financière de l'acte d'engagement et dans chaque marché subséquent s'y rattachant.

### **10.1 Délais d'exécution**

Par défaut, la durée des délais d'exécution est celle prévue dans le CCTP pour chacune des prestations.

Les prestations à prix forfaitaire commencent à la date indiquée dans le CCTP ou à la notification du marché.

Les délais d'exécution des prestations à bons de commande qui ne seraient pas définis au CCTP, sont fixés dans le bon de commande.

Un même ordre de service/bon de commande peut être délivré pour l'exécution d'une ou plusieurs prestations successives ou simultanées.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS lorsque le titulaire considère que ces délais d'exécution ne peuvent être tenus, il dispose de 48 heures après réception du bon de commande pour en avertir l'acheteur. Si aucun accord ne peut être conclu entre le titulaire et l'acheteur, celui-ci peut confier à toute autre entreprise de son choix l'exécution de la prestation.

### **10.2 Lieux d'exécution des prestations**

Les prestations prévues seront réalisées dans les locaux du titulaire.

Si les prestations attendues nécessitent un lieu d'exécution propre, lesdites modalités seront définies dans le bon de commande/marché subséquent.

Les réunions, comités et/ou ateliers se tiendront dans les locaux du Siège de l'ASP à Limoges (87).

Le recours à la visio-conférence sera, néanmoins, privilégié.

### **10.3 Horaires d'interventions**

Les jours ouvrés vont du lundi au vendredi, hormis les jours fériés et les jours chômés.

Les heures ouvrées couvrent la période 8h00 – 18h00.

### **10.4 Modalités d'engagement des prestations**

*Pour les prestations forfaitaires :*

La notification vaut engagement des prestations forfaitaires pour la période initiale du marché. La notification de la reconduction du marché, le cas échéant, vaut engagement des prestations forfaitaires de la période considérée.

*Pour les prestations s'exécutant par l'émission de bons de commandes :*

L'ensemble des prestations feront l'objet de bons de commande sur la base des tarifs figurant dans l'Annexe financière à l'acte d'engagement de l'accord-cadre ou du marché subséquent / du catalogue / du devis le cas échéant.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le président directeur général de l'ASP ou son représentant.

Les bons de commande seront adressés au titulaire par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception (courriel avec accusé de réception). La date de réception vaut date de notification.

Le titulaire transmet un courriel d'accusé de réception du 1<sup>er</sup> bon de commande à une adresse courriel indiquée par l'ASP au démarrage de l'accord-cadre (ce process permet de s'assurer de la validité des adresses électroniques utilisées).

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire disposera de 3 jours ouvrés au maximum à compter de la date de notification de chaque bon de commande (soit la date de l'avis de réception postal ou la date de l'accusé de réception du courriel), pour présenter ses observations par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception. Passé ce délai, le titulaire sera engagé à exécuter la commande aux conditions définies par le bon de commande.

Les observations du titulaire, si elles sont reconnues fondées par le service, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande, transmis selon le même formalisme.

Chaque bon de commande comporte les éléments suivants :

- La référence de l'accord-cadre ;
- La référence du marché subséquent le cas échéant ;
- La référence du projet ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- La référence de l'engagement juridique (bon de commande) ;
- La désignation de la prestation commandée (le cas échéant, la référence du devis accepté par l'ASP) ;
- Le cas échéant, le délai d'exécution ;
- Le cas échéant, la date de début des prestations ;
- Le cas échéant, la date de fin des prestations, dans le respect des délais d'exécution ;
- Toute précision utile quant à l'exécution des prestations ;
- Le cas échéant, le nombre de jours commandés ;
- La période concernée ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires HT ;
- Les montants totaux HT et TTC ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Les informations ASP Chorus (n° SIRET ; TVA CEE ; Code service, n° marché, n° EJ).

Toute modification faite par le titulaire sur le bon de commande sera réputée non écrite.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre ou du marché subséquent pour une durée d'exécution ne dépassant pas trois (3) mois au-delà de la date de fin de l'accord-cadre ou du marché subséquent.

## 10.5 Prévention des conflits d'intérêts

Les intervenants du titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité. Ils s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'acheteur ou à la demande de l'acheteur, toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

## Article 11. Conditions particulières d'exécution

Pour assurer le bon déroulement de l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents, le nom et les coordonnées du/des personne(s) responsable(s) du suivi à l'ASP seront communiqués au titulaire au lancement de l'accord-cadre.

Le titulaire désignera dans son offre le responsable du suivi de l'accord cadre habilité à le représenter.

### **11.1 Comitologie**

---

La comitologie est détaillée dans le CCTP à l'article III.1.2.2.

Les marchés subséquents pourront prévoir d'autres organes de suivi de l'exécution des prestations.

### **11.2 Niveaux de service et indicateurs associés**

---

Les niveaux de service et indicateurs associés sont détaillées dans le CCTP à l'article V.

## **Article 12. Obligations des cocontractants**

### **12.1 Obligations communes**

---

Les parties s'engagent à se communiquer toutes les informations et documents en leur possession ou en faciliter la consultation par l'autre partie dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution des prestations, objets de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

La langue de travail est le français. Tous les documents afférant à l'accord-cadre ou aux marchés subséquents sont rédigés en langue française.

### **12.2 Obligations de l'ASP**

---

L'ASP :

- met en place l'infrastructure nécessaire aux échanges de flux avec le titulaire ;
- s'assure de la participation effective de son personnel aux activités et réunions qui le concernent ;
- assure toutes facilités au titulaire pour l'exécution de ses prestations.
- Identification du titulaire : le service responsable du pilotage de la prestation s'engage à ne pas fournir aux intervenants du titulaire d'adresse de messagerie pouvant créer une confusion avec celles des agents de sa structure.

### **12.3 Obligations du titulaire**

---

#### **12.3.1 Obligations générales**

---

Le titulaire doit garantir la qualité de ses livrables.

Les livrables rédigés conjointement sont réalisés selon la charte graphique de l'administration, avec mention du concours du titulaire.

Lorsqu'un document a été rédigé avec la participation, directe ou indirecte, du titulaire, il est fait mention dans le livrable :

- De cette information ;
- De la prestation réalisée ;
- Du cadre contractuel dans lequel s'inscrit ladite prestation.

Le titulaire s'engage à garder confidentielles toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Toute mise en avant de la relation avec l'ASP sur des supports de communication web ou print (logos, expériences, informations inhérentes aux prestations délivrées dans le cadre des présents marchés à des fins commerciales) devra obtenir l'approbation de la direction en charge de la communication au sein de l'ASP et ce avant publication.

L'accord-cadre et ses marchés subséquents confient à leurs titulaires l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service ;
- Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du marché, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :
  - S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
  - Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
  - Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire est tenu à :

- Une obligation de résultats relativement aux délais et performances à respecter ;
- Une obligation de moyens au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du marché dès lors qu'il n'est pas fait référence à des objectifs quantifiés ;
- Une obligation de conseil et de mise en garde.

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- A accepter de tenir l'ASP informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- A vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'administration, dans les huit (8) jours de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- A maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre du marché.

Le titulaire doit disposer de moyens de secours opérationnels et des procédures de reprises validées et testées pour faire face à des événements exceptionnels en cas d'indisponibilité des ressources régulièrement affectées aux productions de l'ASP afin de respecter les exigences et les engagements de délais pris dans le cadre de cet accord-cadre.

## Identification du titulaire

Le titulaire s'engage à ce que tous les intervenants fassent apparaître dans leur signature, de manière claire, lisible et non-équivoque, leur qualité de prestataire, le nom de l'entreprise qui les emploie et la dénomination de l'administration qui les a mandatés pour la mission qu'ils conduisent.

Dans le cadre de leurs missions, les prestataires doivent impérativement utiliser cette signature dans tous leurs échanges électroniques tant avec l'administration bénéficiaire qu'avec des tiers.

A l'occasion de présentations en réunion, l'identification des prestataires doit également être claire et non-équivoque.

### 12.3.2 Pièces et attestations

Le titulaire (et ses éventuels cotraitants) est (ou sont) tenu(s), pour lui-même et pour ses éventuels sous-traitants, conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique, de mettre l'acheteur en position de pouvoir vérifier la régularité de sa situation fiscale et sociale tous les 6 mois, au regard des exigences de la commande publique.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'ASP dès sollicitation, à l'adresse suivante : <http://www.e-Attestations.com>.

### *12.3.3 Modification affectant le titulaire au cours de l'accord-cadre*

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications, survenant au cours de l'exécution du présent accord-cadre, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- A un changement de situation au regard des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 (et suivants), et L2341-5 du code de la commande publique ;
- Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

## **Article 13. Continuité de la prestation**

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG FCS, En cas de décision de l'administration de récuser l'intervenant mis à sa disposition par le titulaire dans le cadre du marché ou en cas d'indisponibilité de cette personne, le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés pour garantir la continuité de la prestation (il peut désigner un remplaçant, disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes, en accord avec l'ASP).

L'ASP peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Elle en informe le titulaire dans les trente (30) jours ouvrés à compter de l'arrivée du remplaçant dans ses locaux. En l'absence de refus dans ce délai, le nouvel intervenant est réputé accepté conformément au CCAG FCS.

En cas de refus, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer de nouvelles ressources permettant d'assurer la continuité des prestations attendues.

## **Article 14. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats**

Par dérogation aux articles 34, 35, 36 et 37 du CCAG FCS :

L'ASP conserve tous les droits dont elle est détentrice sur les matériels, programmes, logiciels, données et fichiers mis à la disposition du titulaire pour les besoins d'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

Le titulaire cède à l'ASP tous les droits de propriété intellectuelle sur les livrables, notamment sur les logiciels spécifiques et la documentation, au fur et à mesure de leur élaboration, et ce, pour toute la durée de protection légale de l'article L.123.1 du Code de la Propriété Intellectuelle et pour le monde entier.

Ces droits comprennent notamment les droits d'utilisation, de reproduction, de cession, d'adaptation et de modification tels que définis dans le Code de la Propriété Intellectuelle pour tout usage pendant toute la durée de leur protection.

## **Article 15. Livraison**

En complément de l'article 21 du CCAG FCS :

Les livraisons devront être systématiquement accompagnées d'un bon de livraison qui sera visé et retourné après bonne réception et, pour les livrables logiciels, après enregistrement des sources et installation des logiciels correspondant validés par l'ASP dans l'environnement technique approprié.

Il est fait application de l'article du CCAG FCS susmentionné dans la mesure où les dispositions du PAQ du marché ne viennent pas en contradiction avec celui-ci. Dans le cas contraire, le PAQ validé entre les parties prévaut.

## **Article 16. Vérification et admission**

Les opérations de vérifications seront effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS et donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal de constatation, dans la mesure où ces dernières ne viennent pas en contradiction avec les dispositions du CCTP et du PAQ le cas échéant.

Avant la présentation des prestations aux opérations de vérification, le titulaire aura effectué, ou fait effectuer, tous les contrôles démontrant la conformité des prestations aux exigences du CCTP.

## **Article 17. Garantie**

Pour l'ensemble des prestations, la garantie technique est une garantie de bonne exécution ou de bon fonctionnement ou les deux, qui s'exercera dans les conditions de l'article 33 du CCAG-FCS.

Au titre de cette garantie, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse.

## **Article 18. Maintenance**

En complément de l'article 32 du CCAG FCS, les opérations de maintenance annuelle sur la solution de pilotage et leur impact sur la production sont décrites dans le mémoire technique du titulaire, au sous-critère 5.3 détaillant notamment le plan de secours et de reprise d'activité proposés.

De plus, les précisions suivantes sont apportées et applicables pour la solution de pilotage :

- Par « maintenance », on désigne les prestations permettant le maintien en condition opérationnelle et le maintien en condition de sécurité des matériels à titre préventif, ou correctif.
- Par « préventif », on entend les mesures d'entretien exécutées pour éviter la survenance d'anomalies.
- Par « correctif », on entend les mesures consistant à corriger les anomalies.
- Par « évolutif », on entend les mesures de maintenance visant à faire évoluer une ou plusieurs applications, afin d'intégrer de nouvelles fonctions, d'en améliorer le fonctionnement et l'ergonomie ou de prendre en compte de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires.
- Par « adaptatif », on entend les mesures d'entretien et de maintenance permettant d'absorber des modifications de l'environnement technique d'exécution, comme les mises à jour ou les changements de systèmes d'exploitation, de bases de données, d'interfaces d'échange ou plus généralement des composants techniques et bibliothèques logicielles.

Le titulaire n'utilise que des composants logiciels que l'éditeur s'engage à maintenir pendant la durée de l'accord-cadre.

Si la durée de l'accord-cadre dépasse la durée pendant laquelle un éditeur s'engage à maintenir un composant logiciel, le titulaire maintient, livre et respecte une feuille de route de migration vers des systèmes maintenus et prévient l'ASP.

Le titulaire élabore, tient à jour et met en œuvre une procédure de maintien en condition opérationnelle et de sécurité de toutes les ressources dont il a la charge. Cette procédure prévoit :

- Les délais d'application des mises à jour de sécurité en fonction du niveau de risque associé ;
- Une définition des cas d'urgence précisant explicitement les motifs de déclenchement et les exceptions au cas nominal qui sont induites ;
- La marche à suivre dans le cas où l'application d'une mise à jour de sécurité échoue.

Le titulaire tient à jour l'inventaire de l'ensemble des logiciels et micro logiciels mettant en œuvre le service.

Cet inventaire doit identifier pour chaque logiciel, sa version et les équipements sur lesquels le logiciel est installé.

A cette fin, le titulaire élabore, tient à jour et met en œuvre une procédure de maintien en condition opérationnelle et de sécurité de toutes les ressources dont il a la charge.

Cette procédure prévoit :

- Les délais d'application des mises à jour opérationnelle et de sécurité en fonction du niveau de risque associé ;
- Une définition des cas d'urgence précisant explicitement les motifs de déclenchement et les exceptions au cas nominal qui sont induites ;
- La marche à suivre dans le cas où l'application d'une mise à jour opérationnelle et de sécurité échoue.

Le titulaire installe et maintient les dispositifs du service dans des versions stables et à jour de leurs correctifs opérationnels et de sécurité et conformément à la procédure de maintien en condition opérationnel et de sécurité. Les versions installées doivent être des versions supportées sauf si celles-ci empêchent la réalisation du service. Il vérifie l'impact de l'installation des mises à jour sur le système d'information du service. Dans le cas où l'impact de l'installation ne permet pas la réalisation du service, le titulaire en documente les raisons, définit et met en œuvre des mesures de réduction des risques.

Le titulaire devra s'assurer de l'authenticité et de l'intégrité des mises à jour téléchargées auprès des sources de mise à jour de confiance.

## **Article 19. Pénalités et réfections**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités sont décrites comme suit :

### **19.1 Pénalités applicables**

#### *19.1.1 Pénalités relatives à la clause insertion sociale*

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures de clause sociale dont la responsabilité est imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité à hauteur de 200 € par heure non réalisée.

En l'absence ou refus de transmission par le titulaire des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, il sera appliqué une pénalité égale à 500 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'ASP.

En cas de non-respect des obligations portées par le présent CCAP et des engagements du titulaire figurant dans le plan de progrès relatif au RGAA, il sera appliqué, pour chaque manquement observé, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité égale à 75 €.

#### *19.1.2 Pénalités relatives à la clause développement durable/environnementale*



En cas de non-respect des obligations relatives aux obligations portées par le présent CCAP et aux engagements du titulaire figurant dans l'annexe dédiée le cas échéant, il sera appliqué, pour chaque manquement observé, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité égale à 75 €.

#### 19.1.3 Pénalités relatives à la violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 30 du présent CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article dédié du présent CCAP.

- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

#### 19.1.4 Pénalités relatives à l'incident de sécurité

Des pénalités de **10000 €** par jour de retard pourront être appliquées en cas de manquement aux obligations du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 30.6 du présent CCAP.

#### 19.1.5 Pénalités relatives à la garantie

En cas de manquement à ses obligations, décrites à l'article 17 du présent CCAP, le Titulaire s'expose, sans mise en demeure préalable de l'ASP, à une indemnité forfaitaire de cinq mille (5 000) euros.

#### 19.1.6 Pénalités en cas d'absence de réponse à un bon de commande ou à un marché subséquent

En cas d'absence de réponse pour l'exécution d'un devis signé par l'ASP, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **500€** par bon de commande non exécuté ou 5000 € pour non réponse ou réponse hors délai à un marché subséquent.

#### 19.1.7 Pénalités pour non-respect des délais de reprise d'activité

Si, après un incident ou un sinistre intervenu dans ses locaux, ou suite à l'indisponibilité des liaisons entre les locaux du Titulaire et les locaux de l'ASP, le Titulaire ne peut être en mesure de reprendre son activité **sous deux (2) jours calendaires à compter de la constatation de l'événement** (cf. exigences exposées dans le CCTP), le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **3 000 €** par jour ouvré de non reprise de l'activité, **à compter du 3<sup>ème</sup> jour calendaire** suivant la constatation de l'événement.

#### 19.1.8 Pénalités pour non-conformité suite à un audit

Le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant au montant des travaux nécessaires pour la mise en conformité.

#### 19.1.9 Pénalité pour non-respect des niveaux de service liés à la facturation

Indicateur	Définition	Remarques
------------	------------	-----------



IDFACT	Sont cumulés, pour l'année : Le nombre de factures non conformes selon les exigences décrites au paragraphe 21.1 du CCAP ou ne comportant pas les éléments attendus.	Le ratio [Nombre facture non conformes / Nombre de factures conformes] doit être inférieur ou égal à 0,05.
--------	---	--

Le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire pour chaque non-respect des exigences liées aux factures, constaté par l'indicateur IDFACT (voir tableau ci-dessus), comme suit :

- Si résultat  $>0.05$  et  $<0.1$  alors pénalité de 500€
- Si résultat  $\geq 0.1$  et  $<0.2$  alors pénalité de 1000€
- Si résultat  $\geq 0.2$  et  $<0.3$  alors pénalité de 2000€

#### 19.1.10 Pénalités pour non-respect des niveaux de service liés à la qualité de numérisation

Dans le cadre des prestations de numérisation, en cas de malfaçon imputable au titulaire, celui-ci devra sans délai, à ses frais, refaire les mêmes prestations corrigées. Il encourt également une pénalité forfaitaire de 1000 € HT par exécution unitaire de traitement ayant subi la malfaçon (traitements, tels que décrits au CCTP lorsque cette dernière se répète plus d'une fois pour un même type de traitement.

Le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant à 500 € HT si l'ASP constate une dégradation entre les échantillons fournis dans la réponse du Titulaire et les nouveaux échantillons demandés en cours de marché / de la production

#### 19.1.11 Pénalités pour non-respect des niveaux de service liés à la qualité des productions et aux délais

Indicateur	Définition	Remarques
IDLIVRABLES	<p>Complétude de la livraison (BAT). Cet indicateur est vérifié à chaque livraison et est un critère d'acceptation de cette livraison.</p> <p>Il sera vérifié l'ensemble des livrables documentaires et non documentaires attendus et identifiés dans le devis et le bon de commande</p> <p>Toute livraison non conforme ou non complète est comptée pour 1.</p>	La valeur cumulée sur le trimestre doit être égale à 0.
IDDELAILIVR	<p>Respect des délais de livraison prévus pour l'année. Cet indicateur est vérifié à chaque livraison.</p> <p>La date de livraison doit être inférieure à la date de livraison figurant sur la commande.</p> <p>Pour toute livraison pour laquelle au moins un livrable n'est pas remis dans les délais, chaque jour ouvré de retard est compté pour 1.</p>	Pour cet indicateur, la valeur correspondant au niveau de service attendu est de 0.

Le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **1 000 €** pour chaque non-respect des exigences liées à la complétude des livrables constaté par l'indicateur IDLIVRABLES pour une quantité de 100 000 documents traités ou pages numérisées (voir tableau ci-dessus). Cette pénalité forfaitaire sera calculée proportionnellement suivant le nombre de documents traités ou pages numérisées impactés par trimestre/

Exemples :

- Si l'indicateur IDLIVRABLES s'établit à 2, alors la pénalité encourue au titre du non-respect des niveaux de service liés à la qualité des livrables s'élève à 2000 €.

- Si la quantité de plis produits impactés est de 10 000 documents traités ou pages numérisées, alors la pénalité sera de 100€.

En cas de retard du fait du Titulaire dans l'exécution des prestations d'une commande, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **10% du montant engagé** pour chaque non-respect des exigences liées au délai d'exécution des prestations d'une commande, constaté par l'indicateur IDDELAILIVR (voir tableau ci-dessus).

#### 19.1.12 Pénalités pour non-respect des exigences liées à la correction des anomalies (bloquantes, majeures, mineures)

Pour chaque non-respect des exigences liées aux niveaux de services liés à la gestion des anomalies, définis au paragraphe 3.4.11 du CCTP, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de :

- Pour les anomalies bloquantes : 300 € par heure de retard au-delà de l'engagement pris par le titulaire dans son mémoire technique;
- Pour les anomalies majeures : 150 € par jour de retard au-delà de l'engagement pris par le titulaire dans son mémoire technique.

#### 19.1.13 Pénalité pour non-respect des niveaux de service liés aux devis et aux chiffrages

Indicateur	Définition	Remarques
IDDEVIS	Sont cumulés, pour l'année : Le nombre de devis demandés. Le nombre de devis non fournis dans les délais exigés au paragraphe 3.4.11 du CCAP ou ne comportant pas les éléments attendus.	Le ratio [Nombre de devis non fournis dans les délais exigés ou ne comportant pas les éléments attendus/ Nombre de devis demandés] doit être inférieur ou égal à 0,05.

Le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **500 € HT** pour chaque non-respect des exigences liées aux devis et aux chiffrages constaté par l'indicateur IDADEVIS (voir tableau ci-dessus).

Exemple : si l'indicateur IDDEVIS pour le trimestre s'établit à 2, alors la pénalité encourue au titre du non-respect des niveaux de service liés aux devis s'élève à 1000 € HT.

## 19.2 Application des pénalités

Les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Toutes les pénalités, quelles qu'elles soient, sont cumulables entre elles. Le montant total des pénalités ne peut pas représenter plus de 20% du montant total dû au titulaire.

Le titulaire encourt les pénalités indiquées ci-dessus, sans mise en demeure préalable, sauf si les causes ne permettant pas de respecter le délai contractuel ne lui sont pas imputables. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait de l'ASP ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure ou de catastrophe naturelle ou en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par l'ASP.

Pour les pénalités relatives aux délais : le retard est comptabilisé en jour entier, à partir du lendemain ouvré ou calendrier de l'échéance, en fonction du type de pénalité encouru, toute journée commencée étant comptée pour un jour.

Pour les pénalités non relatives aux délais, elles s'appliquent le jour où le manquement est constaté.

Le montant des pénalités sera calculé annuellement et imputé sur la facture suivante par application d'un avoir.

### **19.3 Réfections**

Conformément à l'article 30 du CCAG FCS, si après demande dûment motivée de l'ASP, la qualité d'une prestation reste insatisfaisante car ne répondant pas aux attentes de l'acheteur telles que définies dans les documents du marché et non conforme à la proposition technique du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de prononcer une réfaction du prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire pourra présenter ses observations.

## **Article 20. Responsabilité et assurances**

### **20.1 Responsabilité**

La responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour tout manquement à ses obligations contractuelles et préjudice découlant directement de l'inexécution de l'accord-cadre ou du marché subséquent lorsqu'elle sera exclusivement de son fait, et devra réparation du dommage causé à l'ASP.

Le Titulaire sera tenu responsable de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, directement, causé par lui à l'ASP ou à un tiers du fait de l'exécution de l'accord-cadre ou du marché subséquent.

Sa responsabilité doit résulter d'une faute prouvée et ne peut être invoquée pour les dommages découlant indirectement de son fait.

Le Titulaire ne pourra être tenu pour responsable du non-respect des délais fixés dans la mesure où un événement surviendrait sur lequel il n'aurait pas de contrôle, tels que les cas de force majeure ou de catastrophe naturelle.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable en cas de préjudice subi par l'ASP et résultant d'une inexécution par elle de ses obligations.

Dans l'hypothèse où le Titulaire identifie un événement, dans la survenance duquel il n'a aucune responsabilité, notamment un cas de force majeure, et qui est de nature à faire obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels, il peut demander une prolongation du délai d'exécution dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG FCS.

L'admission par l'ASP d'un cas de force majeure ou d'une cause exonératoire exclut, de ce chef seulement, l'engagement de la responsabilité du Titulaire et l'application des pénalités pour le retard consécutif à l'événement invoqué par le Titulaire.

### **20.2 Assurance**

Il est fait application de l'article 9 du CCAG FCS.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommage occasionné dans l'exécution du présent de l'accord-cadre, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 21. Exécution financière de l'accord-cadre et des marchés subséquents**

### **21.1 Avance**

Il est fait application des articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG FCS, il est fait application de l'option A.

Des conditions particulières sont susceptibles d'être intégrées dans les différents marchés subséquents.

## 21.2 Echancier des paiements/acomptes

---

### Echancier des paiements :

La facturation des prestations s'effectuera mensuellement, à terme échu, après service fait, y compris pour les prestations sur devis.

La facturation de chaque traitement devra se faire **uniquement lorsque l'intégralité du traitement** aura bien été traité jusqu'à mise à disposition du résultat.

En aucun cas, un traitement ne devra être facturé partiellement sur plusieurs factures. Si ce dernier cas se présentait, les factures concernées seront rejetées.

Une pré-facturation mensuelle devra être émise au maximum dans les premiers 4 jours ouvrés du mois suivant. L'ASP fera ses remarques dans un délai maximum de 4 jours ouvrés après la fourniture de la pré-facturation. La facturation définitive devra alors être émise sans délai.

Pour les prestations complémentaires, sur devis, la facturation s'effectuera après service fait.

### Acompte

Aucun acompte ne sera versé au titre de ce marché.

## 21.3 Dématérialisation des factures

---

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret 2019-7488 du 18 juillet 2019, le titulaire doit dématérialiser ses factures sur Chorus Pro (ou son successeur).

Elles doivent comporter, en plus des indications ci-dessus, **cumulativement et obligatoirement**, les informations suivantes :

- Le **numéro SIRET** unique de l'ASP : **130 006 372 00010**
- Le(s) **code(s) service(s) facturé(s)**, qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande, le cas échéant
- Le **numéro d'engagement (n° d'EJ)**, qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande (encadré en haut à gauche « Informations ASP Chorus »)
- Le **numéro d'identité (SIRET) et l'adresse de l'établissement émetteur des factures.**

Par ailleurs, il est également demandé de renseigner :

- Le(s) **numéro(s) de l'accord-cadre et du marché subséquent le cas échéant**, communiqué au titulaire après notification
- Le nom de l'interlocuteur ASP
- Le cas échéant, la référence du devis accepté

Ce nouveau processus de facturation impose que des factures séparées soient produites en fonction du type de prestation (forfaitaire, à bons de commande, sans EJ préalable).

La TVA est appliquée en sus à chaque facturation, **au taux légal en vigueur au moment du fait générateur.**

Pour le dépôt des factures dans Chorus Pro (ou son successeur), l'attention du titulaire est appelée sur la sélection du Cadre de facturation, qui permet d'identifier le profil du déposant ainsi que le type de document transmis.

Ex : A1 pour les factures simples du titulaire, A9 pour les factures du sous-traitant.

Une aide en ligne est disponible l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures doivent impérativement reprendre strictement et uniquement les libellés et les montants des unités d'œuvre de l'Annexe financière à l'acte d'engagement. Dans le cas contraire, il ne sera pas possible de mettre en paiement et la facture concernée sera rejetée. Il en sera de

même si la facture ne comporte pas les informations énoncées ci-dessus. Les prestations ou fournitures, absente de cette annexe, devront impérativement faire l'objet d'un devis préalable.

Toute facture doit être accompagnée du détail de la production quotidienne pour chaque prestation facturée.

Chaque projet (ou marché subséquent) fera l'objet d'une facturation séparée.

Les demandes de travaux, d'interventions ou d'évolutions doivent être facturées au plus tôt, dès l'achèvement de leur production et devront faire l'objet d'une facture individuelle.

## **21.4 Solde du paiement des prestations**

### Prestations forfaitaires :

Le paiement du solde des prestations forfaitaires annuelles aura lieu après certification de la bonne exécution de la prestation et réception conformément au présent cahier des charges, sur présentation de la facture adressée selon les dispositions du paragraphe « contenu des demandes de paiement » de l'accord-cadre/du marché, et accompagnée de la décision de réception.

### Prestations à bons de commande :

Le paiement du solde de chaque bon de commande sera effectué après vérification et réception des prestations commandées, sur présentation de la facture adressée selon les dispositions de l'article dédié du présent CCAP, et accompagnée de la décision de réception.

### Solde de l'accord-cadre

La fin de la dernière prestation exécutée au titre de l'accord-cadre permet de procéder aux opérations de solde de l'accord-cadre.

## **21.5 Régime des paiements**

### 21.5.1 Mode et délai de paiement

Le mandatement est effectué au vu des factures émises par le titulaire reprenant les conditions de prix et de paiement de l'accord-cadre ou du marché subséquent.

Les paiements sont effectués par virement. Conformément aux articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à R. 2192-15 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture et/ ou du service fait, sauf suspension du délai global de paiement (DGP) dans les conditions fixées aux articles R. 2192-27 à R. 2192-29 du code de la commande publique.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'ASP.

### 21.5.2 Intérêts moratoires

En application de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de dépassement du délai de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur le premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire d'un montant fixé à 40 € sera également versée pour frais de recouvrement et, sur justification, des frais de recouvrement supérieurs pourront donner droit à une indemnisation complémentaire.

## **Article 22. Retenue de garantie**

Sans objet.

## Article 23. Cession ou nantissement de créance

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, l'acheteur lui remet sur demande un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie (R2191-46, R2191-47 et R2191-51 du code de la commande publique).

Le bénéficiaire de la créance doit notifier ce certificat de cessibilité au comptable public assignataire avant toute demande de paiement.

## Article 24. Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5 du CCAG de référence, dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

Les éléments complémentaires relatifs à la protection des données personnelles sont traités dans l'Annexe 1 au présent CCAP.

## Article 25. Sous-traitance

Il est fait application des articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique et 3.6 du CCAG FCS.

Le Titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de l'accord-cadre sans l'accord préalable exprès du Pouvoir Adjudicateur.

Il est précisé que le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du marché pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données et aux exigences de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

## Article 26. Résiliation du marché

### 26.1 Pour motif d'intérêt général

L'ASP peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant leur achèvement par une décision de résiliation formalisée par l'envoi au titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception et précisant la date effective de résiliation.

Aucune indemnité n'est due au titulaire du marché par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS. En cas d'arrêt en cours d'exécution, les sommes dues au titulaire du marché seront versées au vu des prestations effectuées.

### 26.2 Pour tous les autres cas

#### 26.2.1 Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre

Il est fait application de l'article 39 du CCAG-FCS.

**Il ne sera dû aucune indemnité de résiliation.**

#### 26.2.2 Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre

Il est fait application de l'article 40 du CCAG-FCS.  
**Il ne sera dû aucune indemnité de résiliation.**

#### *26.2.3 Résiliation suite à changement de situation au regard des interdictions de soumissionner*

Il est fait application de l'article L2195-4 du code de la commande publique.  
**Il ne sera dû aucune indemnité de résiliation.**

#### *26.2.4 Résiliation pour faute du Titulaire*

Il est fait application de l'article 41 du CCAG-FCS.  
Il est précisé qu'en cas de manquement du titulaire dans l'exécution de ses obligations **en matière de sécurité**, le marché est résilié par notification écrite par lettre recommandée avec avis de réception s'il n'est pas porté remède aux manquements **en cause dans les 30 jours calendaires de la notification par l'ASP du manquement.**

#### *26.2.5 Résiliation en cas d'un manquement constaté par la Cour de justice de l'Union européenne*

Il est fait application de l'article L2195-5 du code de la commande publique.  
Dans tous les cas de résiliation pour faute du Titulaire, y compris en cas de manquement aux aspects de sécurité informatique, **il ne sera dû aucune indemnité de résiliation.**

## **Article 27. Règlement des différends et litiges**

L'acheteur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objets de l'accord-cadre ou du marché subséquent.

Toutefois, par dérogation à l'article 46 du CCAG-FCS, en cas de différend, la réclamation du Titulaire doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans un délai d'un mois à compter du jour où le différend est apparu. Le pouvoir adjudicateur dispose également d'un délai d'un mois à compter de la réception de la lettre de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Les parties peuvent également se prévaloir de l'article R2197-16 et l'article R2197-24 du code de la commande publique et soumettre le différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs compétents du règlement amiable des différends ou litiges.

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par le médiateur ou les comités susvisés, le tribunal administratif compétent est celui du ressort du lieu du siège de l'ASP.

## **Article 28. Prestations similaires pour les prestations de services**

L'ASP se réserve le droit d'appliquer les dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

## **Article 29. Modifications de l'accord-cadre ou des marchés subséquents**

### **29.1 Clause de réexamen**

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, dans le cas d'un besoin nouveau, relatif à l'accord cadre ou aux marchés subséquents, en cours d'année résultant notamment:

- D'une modification réglementaire ;



- De la nécessité de commander des prestations/services indispensables à la réalisation des attendus du marché ou les éventuels frais en lien avec les mises en conformité RGAA ;
- D'une technologie ou méthodologie innovante qui, à fonctionnalités équivalentes ou supérieures, permettrait une exécution efficiente du marché, par exemple en générant des économies d'énergie, par la réduction des émissions de solvants ou de gaz à effets de serre, par la diminution du coût global de possession, etc ;
- D'une augmentation importante des indices cités à l'article 8.4.1 (révision des prix) ;
- D'une diminution importante des indices cités à l'article 8.4.1 (révision des prix) ;
- De rajouter au catalogue d'UO de l'accord-cadre ou du marché un sous ensemble des UO proposées par le titulaire.

Pour être recevable, le mode d'engagement d'une UO est obligatoirement un engagement au forfait (engagement de résultat) et la description des UO doit a minima comporter les éléments suivants :

- Montant HT et Montant TCC
- Un objet
- Une description détaillée de la prestation
- Les entrants nécessaires si besoin
- Les livrables
- Le délai d'exécution
- Les ressources techniques et humaines mobilisées sur l'UO en précisant le détail des charges estimées réparties par profil type d'intervenant
- Niveau de complexité (Simple, Moyen, Complexe).
- D'ajuster le périmètre d'intervention du titulaire (ajout ou suppression de quelques prestations)
- Si un besoin de prestation additionnelle se fait jour, il donnera lieu à l'établissement d'un devis par le titulaire sur la base d'une expression de besoin fournie par l'ASP. Ce devis sera, après échanges avec le titulaire, validé par l'ASP. Cette nouvelle prestation prendra la forme d'une nouvelle UO annexée au BPU.

Si ce type de modification ne modifie pas les conditions initiales de la mise en concurrence de l'accord-cadre (notamment en terme financier), elle sera alors réalisée par la notification d'un Ordre de Service au(x) titulaire(s), sinon par un avenant.

## **29.2 Prestations supplémentaires**

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier l'accord-cadre ou le marché subséquent en application des articles R2194-2, R2194-3, R2194-4 du code de la commande publique dans la limite de 50% du montant initial du marché, et ce afin de faire réaliser, si besoin, des prestations supplémentaires que le marché n'aurait pas permis de réaliser.

Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant.

## **29.3 Autres modifications: modifications non substantielles**

L'ASP se réserve, conformément aux articles R2194-7 et R2194-8 du Code de la Commande Publique, la possibilité de modifier le présent accord et les marchés subséquents.

Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant.

## **29.4 Autres modifications: circonstances imprévues**

L'ASP se réserve aussi le droit de modifier l'accord cadre et les marchés subséquents s'y rattachant lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues en application des dispositions de l'article R2194-5 dans la limite de 50% du montant initial du marché.



Cette modification fera alors l'objet d'un avenant.

## 29.5 Autres modifications: Substitution de titulaire

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier l'accord cadre et les marchés subséquents s'y rattachant lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché, en application de l'article R2194-6 du code de la commande publique.

Cette modification fera alors l'objet d'un avenant.

## Article 30. Clauses de sécurité

### 30.1 Confidentialité

#### Principes généraux

Les informations gérées par l'Agence sont classifiées et marquées selon l'échelle ci-dessous.

Niveau	Nom
C4	Informations stratégiques et internes à l'Administration
C3	Informations concernant les bénéficiaires, agents ou intervenants et internes à l'Administration
C2	Informations ne contenant pas de données à caractère personnel et internes à l'Administration
C1	Informations publiques

Toute information non marquée est réputée classifiée C3.

Les informations classifiées C2 à C4 selon cette échelle ou dont le caractère « confidentiel » a été formellement spécifié sont réputées confidentielles. Ainsi, sont considérées comme confidentielles, les informations (notes, procédures et autres documents internes à l'Agence) et, le cas échéant, les données accessibles par le titulaire ou mises à sa disposition dans le cadre de l'exécution de la prestation.

Le titulaire doit appliquer les mesures de sécurité permettant d'assurer la confidentialité des informations et données mises à sa disposition conformément à l'article confidentialité du CCAG de référence.

Les données intégrées ou générées sont utilisables dans le cadre de l'article « régime des données » du CCAG de référence.

De même, la destruction des données s'opère en conformité à l'article « destruction des données » et « audit de sécurité » du CCAG de référence le cas échéant.

### 30.2 Audit de sécurité

#### Audits diligentés par l'Agence

Le titulaire s'engage, dans un délai de 15 jours ouvrés, à donner accès à tous les éléments en sa possession pour permettre un suivi par l'ASP des conditions de réalisation des prestations mentionnées dans l'accord cadre ou les marchés subséquents s'y rattachant.

Par ailleurs, le titulaire autorise l'ASP à réaliser ou faire réaliser par un tiers expert en la matière, des audits de sécurité (documentation, tests d'intrusion, audit de la sécurité de l'architecture des réseaux IT et des passerelles d'interconnexion, audit de la configuration des équipements de sécurité, etc.).

Le titulaire pourra refuser l'intervention d'un tiers après justification (ex. : conflit d'intérêt avéré). Le cas échéant, le titulaire et l'ASP s'accorderont sur une solution alternative (ex. : audit par un tiers indépendant).

Lorsqu'un audit est diligenté par l'ASP, le plan d'audit (périmètre, fréquence, modalités de validation des résultats) sera fourni au titulaire, dans un délai de 15 jours avant le démarrage de l'audit.

### **Audits diligentés par le titulaire sur le périmètre de la prestation**

Lorsque le titulaire diligente en interne des audits indépendants (ou s'il fait l'objet d'audit externes indépendants), régulièrement ou non, les résultats de ces audits peuvent être pris en compte par l'ASP sous certaines conditions. À cet effet, le titulaire devra communiquer à l'Agence :

- Le périmètre précis de l'audit, par rapport à la prestation réalisée pour le compte de l'ASP ;
- Le référentiel d'audit utilisé ;
- Les modalités de communication des résultats d'audit à l'Agence ;
- La fréquence de réalisation des audits (lorsqu'il s'agit d'audits récurrents) ;
- Les éléments attestant de l'indépendance de l'audit (lorsqu'ils sont menés en interne).

L'Agence pourra prendre en compte ce type d'audit sous réserve qu'ils soient pertinents dans le contexte de la prestation. Le cas échéant, cette acceptation sera notifiée au titulaire qui devra communiquer à l'Agence :

- Une copie du(des) rapport(s) d'audit ou les extraits concernant le périmètre de la prestation ;
- L'état de traitement des non-conformités concernant le périmètre de la prestation, sur demande de l'Agence.

### **30.3 Plan d'assurance sécurité**

Le titulaire s'engage à exécuter ses obligations en matière de sécurité des systèmes d'information selon le Plan d'Assurance Sécurité (PAS), dont la trame est transmise au titulaire en Annexe 3 du présent CCAP.

Le titulaire est responsable de la rédaction initiale du PAS ainsi que de ses évolutions nécessaires pour satisfaire aux exigences de sécurité de l'ASP pendant toute la durée de la prestation.

Le projet de Plan d'Assurance Sécurité établi conformément à la trame fournie par l'ASP, qui s'applique aux équipes du titulaire et aux sous-traitants éventuels.

Le PAS, à valeur contractuelle, sera finalisé dans un délai de 30 jours, à compter de la notification.

Le PAS fera l'objet d'une révision annuelle par les deux parties.

### **30.4 Localisation des données**

Les lieux d'hébergement des données doivent satisfaire aux exigences de sécurité de l'ASP et à la législation relative à la protection des données à caractère personnel.

Dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire doit héberger les données sur le territoire national.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'ASP, la liste de tous les lieux de stockages de données (sites d'hébergements principaux, sites de secours, ...).

### **30.5 Gestion des changements et évolutions**

Le titulaire devra informer l'ASP de tout changement ayant une incidence sur la sécurité de l'information, sur le périmètre de la prestation. Lorsque ce changement est de nature à introduire ou augmenter les risques en matière de sécurité de l'information, le changement sera subordonné à l'accord formel de l'ASP.

### **30.6 Gestion des incidents de sécurité**

#### **Documentation**

Le titulaire doit disposer d'une documentation lui permettant d'assurer une gestion adaptée des incidents de sécurité. Celle-ci doit en particulier décrire les modalités :

- d'analyse et de qualification de l'incident ;
- d'identification, d'acquisition / de collecte et de préservation des preuves numériques ;
- de signalement de tout incident impactant l'ASP, au(x) point(s) de contact définis par l'ASP.

Pour les cas concernant – ou ayant un impact sur – l'ASP, les actions nécessaires à la résolution de l'incident devront être documentées par le titulaire et tenues à disposition de l'ASP.

### **Points de contact, modalités de signalement et d'échange en cas d'incidents de sécurité**

Les incidents de sécurité devront être signalés aux points de contact de l'Agence qui seront communiqués formellement au titulaire (courriel et téléphonique) au lancement de la prestation.

Le titulaire communiquera à l'ASP la liste de ses points de contacts (courriel et téléphonique) en matière de gestion des incidents de sécurité. Il veillera à communiquer à l'Agence tout changement apporté à cette liste.

En cas de crise, des modalités d'échange spécifiques pourront être mises en œuvre entre l'Agence et le titulaire, si cela s'avère nécessaire (ex. : compromission de messagerie, indisponibilité des systèmes de téléphonie fixe, ...).

### **Délais de signalement à l'ASP**

Tout incident de sécurité survenant sur le périmètre de la prestation devra être notifié à l'ASP dans les 24h suivant sa détection. Le titulaire s'engage à respecter le RGPD et les délais de signalement auprès du responsable de traitement.

En cas de cyber-attaque impactant tout ou partie de ses systèmes d'information, le titulaire devra alerter le(s) point(s) de contact de l'ASP mentionnés supra, dans les meilleurs délais possibles, considérant la situation. En tout état de cause, le délai de signalement à l'ASP ne pourra excéder 48h.

### **Dispositions spécifiques aux cas de crise**

Le titulaire s'engage à informer l'ASP de l'évolution de la situation dans les meilleurs délais.

En cas d'attaque informatique, le titulaire s'engage à communiquer à l'Agence, dès que possible :

- les éléments macroscopiques relatifs à l'attaque (en particulier vecteur et outillage utilisés) ;
- les éventuels vecteurs de risques pour l'Agence, s'ils sont identifiés (ex. : courriels ou fichiers suspects adressés à l'Agence et identifiés lors des phases d'analyse de l'attaque) ;
- les éventuels indicateurs de compromission, s'ils sont identifiés.

### **Mesures d'isolement des SI et gestion du retour à la normale**

En cas d'incident de sécurité présentant un risque non maîtrisé de propagation aux systèmes d'information de l'ASP, le titulaire devra, sauf contre-indication formelle ASP, isoler ses SI de ceux de l'Agence.

En fonction de l'urgence de la situation et des niveaux de risque évalués par l'ASP, l'Agence se réserve le droit d'isoler ses propres SI de ceux du titulaire et/ou de ses éventuels sous-traitants. Cette mesure pourra être mise en œuvre de façon unilatérale, immédiate et sans préavis.

Lorsqu'une mesure d'isolement conduit à rompre un canal de communication utilisé dans la gestion de crise, des moyens d'échanges palliatifs doivent être déterminés d'un commun accord ASP - Titulaire.

La réouverture des communications pourra être progressive. Elle sera conditionnée à la transmission d'un engagement formel du titulaire quant à la circonscription, à la maîtrise ou la fin de l'incident. Cet engagement devra permettre à l'Agence une prise de décision circonstanciée quant à l'arrêt des mesures d'isolement.

Le candidat précisera dans son offre sa politique en matière de recours à un prestataire de réponse aux incidents de sécurité (PRIS).

### **Mesures de capitalisation**

Sauf accord formel de l'ASP, lorsqu'un incident introduit un impact majeur ou critique pour l'Agence, le titulaire organisera un retour d'expérience en y associant l'ASP dans les 3 mois suivant le retour à la normale.

### Article 31. Dérogations au CCAG

Les dérogations au CCAG FCS sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG FCS auquel il est fait dérogation
6	16
10.1	13.3.2
10.4	3.7.2
13	3.4.3
14	34 35 36 37
19	14
23	4.2.2
26.1	42
27	46